

## LES EXPERTS SONT AFFIRMATIFS

L'Algérie n'a que 12 ans de délai pour  
changer de modèle énergétique»

**Le colloque international qui s'est tenu hier à Alger sous la thématique «la transition énergétique en Afrique, entre défis économiques et enjeux environnementaux», a conclu que le passage aux énergies renouvelables (ER) est impératif.**

**Naouel Boukir – Alger (Le Soir)** – L'allocution d'ouverture de ce colloque, prononcée par le ministre de l'Energie, Noureddine Bouterfa, a semblé, en théorie, imprégnée d'une certaine prise de conscience par le gouvernement du caractère inévitable de cette transition. «La résistance à ce changement est vaine», a-t-il déclaré, en ajoutant que cette conférence constitue «une continuité à la réflexion engagée au dernier Forum international de l'énergie sur la nécessité d'une transition énergétique de nature cyclique». Considérant la chute du baril comme «une opportunité» à accélérer ce processus, le ministre a indiqué que la dynamisation de cette transition repose sur «une facilité d'accès à l'énergie» qui est à l'origine de toute croissance économique.

Dès lors, l'exploitation de l'énergie solaire est la solution évidente de par le potentiel du Sahara en la matière. Surtout que l'Algérie s'est engagée lors de la COP 21 à réduire ses gaz à effet de serre de 7% et que le gouvernement s'est prononcé à l'occasion du dernier Conseil ministériel sur la production de 27% de l'énergie sur la base des ER à l'horizon 2030.

## Il n'y a pas de plan B ...

L'Algérie est inévitablement tenue de réussir sa transition énergétique «en l'espace de 12 ans seulement», a indiqué le pro-

fesseur Gilles Bonafi, membre du Comité intergouvernemental des experts (ONU), sur la base d'un calcul mathématique des réserves algériennes. Selon lui, «il faut se méfier des théories et des experts énergétiques et ne s'en tenir qu'aux faits actuels». L'avantage comparatif incontestable de l'Algérie n'est pas les hydrocarbures mais le solaire avec un potentiel de 1 700 kWh/m<sup>2</sup>/an ; rajoutant à cela ses importants gisements de gaz naturel. Il n'y a pas de plan B, le gaz naturel et le solaire sont le parfait mix énergétique pour la consommation nationale et l'exportation, surtout qu'il est propre et renouvelable, a-t-il apprécié. Additionné à la position géographique du pays, «l'Algérie peut certainement assurer son avenir énergétique grâce à ces atouts»,



Le gaz naturel et le solaire sont le parfait mix énergétique pour la consommation nationale et l'exportation.

a précisé l'expert. Puisque l'UE, dit-il, sera contrainte d'importer 80% de ses besoins en gaz naturel d'ici 2030 et au regard de sa proximité avec l'Algérie étant déjà son partenaire, l'équation est vite faite. Toutefois, au-delà du secteur de l'énergie solaire qu'il doit encadrer et développer,

le gouvernement fait face à d'autres défis ; à savoir les économies d'échelles à réaliser et la réduction du gaspillage en gaz et en électricité qui est estimé à plus de 18% du total de l'énergie déployée. Et ce, en plus du développement de l'économie du savoir et de la chaîne de valeur

ainsi que la création de 3,2 millions de postes d'emploi d'ici 2020, soit dans un délai de trois ans. Or, l'économie algérienne hors hydrocarbures ne vaut que 363 millions de dollars, un chiffre insignifiant, voire indécemment à l'échelle d'un Etat.

N. B.

## APRÈS UNE EMBUSCADE PRÈS DES FRONTIÈRES

## Cinq Libyens armés arrêtés

**Selon un communiqué mis en ligne en toute fin de journée de vendredi sur le site du ministère de la Défense, un détachement de l'ANP relevant du secteur opérationnel d'In Amenas, dans la wilaya d'Illizi, a tendu une embuscade en milieu d'après-midi du même jour dans la région de Debdeb, près des frontières avec la Libye, à des hommes armés qui se sont engouffrés sur le territoire national à bord de trois véhicules tout-terrain.**

Cinq individus s'étaient répartis sur les trois véhicules et étaient en possession d'une kalachnikov, un fusil de chasse et deux paires de jumelles, selon la même

source. Un peu plus tôt dans la même journée de vendredi, un premier communiqué du ministère de la Défense nationale faisait état de la découverte, toujours à Debdeb, de trois

kalachnikovs, un fusil à lunettes, un fusil de chasse, un pistolet automatique, dix chargeurs et près de 500 balles de différents calibres.

La situation aux frontières et du pays revient ainsi au-devant de la scène sécuritaire après plus de trois mois d'un silence ayant succédé à une période un peu trouble marquée par une multitude d'opérations menées par des détachements de l'ANP affectés à la surveillance de ces frontières à l'est et au sud-est.

Des opérations qui se sont conclues par la mise hors d'état de nuire dans cette vaste région du pays de plus de la moitié de la centaine de terroristes abattus à travers l'ensemble du territoire national ainsi que la récupération d'une ahurissante quantité d'armes dont plusieurs centaines de kalachnikovs, comme ce fut le cas lors d'une opération menée dans la région d'El-Oued, vers la mi-mai dernier, lors de laquelle pas moins de 119 kalachnikovs ont été récupérées, ou encore lorsque des éléments de la 4<sup>e</sup> RM ont mis au jour, un mois plus tôt, une autre cache localisée, celle-là, à Kouinine, dans la daïra d'El-Oued, où étaient dissimulées 127 armes de guerre de différents types.

Une longue série de découvertes aussi impressionnantes les unes que les autres particulièrement depuis cette nuit du 10 mars dernier, lorsqu'une opération a permis de mettre fin à la cavale de A. Kamel dit Abderrahmane, un terroriste recherché depuis une vingtaine d'années, et deux de ses compères, qui convoiaient un impressionnant arsenal composé de 6 missiles anti-aériens Stinger, une vingtaine de kalachnikovs, des lance-roquettes RPG-7, des fusils mitrailleurs RPK, 2 fusils à lunettes, 2 pistolets automatiques, des roquettes pour RPG-7, des grenades, des ceintures explosives, plusieurs centaines de balles de différents calibres et des chargeurs de munitions.

M. Azedine

## ENTREPRENEURIAT FÉMININ

Lancement d'un concours national  
pour les femmes porteuses de projets

**La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition féminine, Mounia Meslem Si Amer, a donné, hier, au Palais de la culture Moufdi-Zakaria, le coup d'envoi du concours national sur l'entrepreneuriat féminin dénommé «El Mara' tounchi'» (La Femme entreprend).**

**Younes Djama - Alger (Le Soir)** - Ce concours, dont les résultats seront proclamés le 16 novembre prochain, se veut un moyen pour encourager les femmes porteuses de projets dans tous les secteurs.

Les candidates intéressées auront un mois pour peaufiner leurs candidatures en leur adjoignant les critères y afférents. Les choix qui présideront au choix des projets primés ont notamment trait au potentiel de croissance de chaque projet, l'exigence pour chaque projet d'être innovant et le fait que les femmes

entrepreneures ont une vision globale... La ministre de la Solidarité et de la Condition féminine a annoncé, lors d'un point de presse, qu'une grande conférence nationale sur l'entrepreneuriat féminin sera organisée en novembre et qui sera l'aboutissement d'une série de conférences et de journées de sensibilisation et de vulgarisation que ses services entameront en collaboration avec d'autres secteurs impliqués. L'objectif recherché à travers une telle initiative est d'augmenter le taux d'employabilité chez la gent féminine qui connaît encore un défi-

cit malgré les efforts entrepris dans ce domaine.

A ce propos, Mounia Meslem a souligné l'implication franche et intéressée de son secteur dans la voie de l'encouragement de ce type d'entrepreneuriat et ce, conformément à la volonté politique affichée par le chef de l'Etat.

Il convient de rappeler que le chef de l'Etat a fait instituer la disposition parité entre femmes et hommes dans l'accès au marché de l'emploi et les postes de responsabilité dans le projet de révision constitutionnelle, une disposition saluée par les femmes entrepreneures comme une «avancée notable dans la construction d'une société de droit, d'une société qui promeut l'égalité des droits et surtout de la construction

d'une société apaisée à tous les niveaux». Une volonté présidentielle qui se heurte néanmoins à des résistances, avait regretté Nacéra Haddad, chef d'entreprise et vice-présidente du Forum des chefs d'entreprises (FCE). Tout l'art va être, a-t-elle confié dans une interview radiophonique, de pouvoir veiller à ce que cette volonté politique affirmée et affichée dans l'avant-projet de révision constitutionnelle soit appliquée sur le terrain, à travers les politiques publiques qui seront mises en œuvre, mais aussi les mécanismes et les dispositifs qui seront soit mis en œuvre soit que ceux qui sont existants soient revus, améliorés et corrigés, et ce, pour promouvoir l'accès à l'emploi de manière équitable, a-t-elle ajouté.

Y. D.